

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1979 Nr. 18

A. TITEL

*Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de
Republiek Tunesië inzake sociale zekerheid;
Tunis, 22 september 1978*

B. TEKST

**Convention de Sécurité Sociale entre le Royaume des
Pays-Bas et la République Tunisienne**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas
et

Le Gouvernement de la République Tunisienne

Animés du désir de régler les rapports dans le domaine de sécurité
sociale entre les deux Etats

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1

Aux fins de l'application de la présente Convention:

a) le terme „territoire” désigne:

En ce qui concerne les Pays-Bas: le territoire du Royaume en
Europe;

En ce qui concerne la Tunisie: le territoire de la République
Tunisienne;

b) le terme „ressortissant” désigne:

En ce qui concerne les Pays-Bas: une personne de nationalité
néerlandaise;

En ce qui concerne la Tunisie: une personne de nationalité tunisienne;

c) le terme „travailleur” désigne un travailleur salarié ou assimilé selon la législation de la Partie Contractante en cause;

d) le terme „législation” désigne les lois, les règlements et les dispositions statutaires et toutes autres mesures d'application, qui concernent les régimes et branches de la sécurité sociale visés au paragraphe premier de l'article 2;

e) le terme „autorité compétente” désigne le Ministre, les Ministres ou l'autorité correspondante dont relèvent les régimes de sécurité sociale;

f) le terme „institution compétente” désigne l'institution à laquelle l'assuré est affilié au moment de la demande de prestations ou de la part de laquelle il a droit à prestations ou il aurait droit à prestations, s'il résidait sur le territoire de la Partie Contractante où se trouve cette institution;

g) le terme „pays compétent” désigne la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve l'institution compétente;

h) le terme „résidence” signifie le séjour habituel;

i) le terme „séjour” signifie le séjour temporaire;

j) le terme „institution du lieu de résidence” désigne l'institution habilitée à servir les prestations dont il s'agit au lieu où l'intéressé réside, selon la législation de la Partie Contractante que cette institution applique ou, si une telle institution n'existe pas, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;

k) le terme „institution du lieu de séjour” désigne l'institution habilitée à servir les prestations dont il s'agit au lieu où l'intéressé séjourne temporairement, selon la législation de la Partie Contractante que cette institution applique ou, si une telle institution n'existe pas, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;

l) le terme „membres de famille” désigne les personnes définies ou admises comme tels par la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle elles résident; toutefois, si cette législation ne considère comme membres de la famille que les personnes vivant sous le toit de l'assuré, cette condition est réputée remplie, lorsque ces personnes sont principalement à la charge de l'assuré;

m) le terme „survivants” désigne les personnes définies ou admises comme tels par la législation au titre de laquelle les prestations sont accordées, toutefois, si cette législation ne considère comme survivant qu'une personne qui vivait sous le toit du travailleur défunt, cette condition est réputée remplie lorsque la personne en cause était principalement à la charge du travailleur défunt;

n) le terme „périodes d'assurance” désigne les périodes de cotisation, d'emploi ou de résidence telles qu'elles sont définies ou admises comme périodes d'assurance par la législation sous laquelle elles ont été accomplies ou sont considérées comme accomplies, ainsi que toutes périodes assimilées dans la mesure où elles sont reconnues par cette législation comme équivalentes à des périodes d'assurance;

o) les termes „prestations”, „pensions” ou „rentes” désignent toutes prestations, pensions ou rentes, y compris tous les éléments à charge des fonds publics, les majorations de révalorisation ou allocations supplémentaires, ainsi que les versements uniques en lieu et place d'une pension.

Article 2

1) La présente Convention s'applique:

A. Aux Pays-Bas aux législations concernant:

- a) les prestations de maladie et de maternité;
- b) les prestations d'incapacité de travail;
- c) des prestations de vieillesse;
- d) les prestations de survivants;
- e) les prestations de chômage;
- f) les prestations familiales.

B. En Tunisie aux législations concernant:

- a) l'organisation du régime de sécurité sociale;
- b) les accidents du travail et les maladies professionnelles;
- c) le régime de pensions d'invalidité, de vieillesse et de survie;
- d) l'institution du régime de sécurité sociale agricole.

2) La présente Convention s'applique également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui ont modifié ou complété ou qui modifieront ou compléteront les législations énumérées au paragraphe premier du présent article.

Toutefois elle ne s'appliquera:

a) aux actes législatifs ou réglementaires couvrant une branche nouvelle de l'assurance sociale, que si un arrangement intervient à cet effet entre les Parties Contractantes;

b) aux actes législatifs ou réglementaires qui étendront les régimes existants à de nouvelles catégories de bénéficiaires que s'il n'y a pas à cet égard, opposition du Gouvernement de la Partie Contractante intéressée, notifiée au Gouvernement de l'autre Partie Contractante dans un délai de trois mois à dater de la publication officielle desdits actes.

3) La présente Convention ne s'applique ni à l'assistance sociale, ni aux régimes spéciaux des fonctionnaires ou du personnel assimilé.

Article 3

1) Les dispositions de la présente Convention sont applicables aux travailleurs néerlandais et tunisiens qui sont ou ont été soumis à la législation de l'une des Parties Contractantes, ainsi qu'aux membres de leurs familles et à leurs survivants, pour autant qu'ils dérivent leurs droits de l'assurance du travailleur.

2) Les dispositions de la présente Convention ne sont pas applicables aux agents diplomatiques et consulaires de carrière, y compris les fonctionnaires appartenant au cadre des chancelleries.

Article 4

1) Sous réserve des dispositions de la présente Convention les ressortissants d'une Partie Contractante auxquels les dispositions de la présente Convention sont applicables, sont soumis aux obligations et sont admis au bénéfice de la législation de l'autre Partie, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cette Partie.

2) Toutefois, le principe d'égalité de traitement, énoncé au paragraphe premier, ne s'applique pas au paiement des cotisations réduites pour les assurances facultatives de vieillesse, d'invalidité et de survivants.

Article 5

A moins qu'il n'en soit autrement disposé par la présente Convention, les prestations en espèces d'invalidité, de vieillesse ou de survivants, les rentes d'accident du travail ou de maladie professionnelle, les prestations familiales et l'allocation de décès acquises au titre de la législation d'une Partie Contractante sont servies aux personnes intéressées, même si elles établissent leur résidence sur le territoire de l'autre Partie.

Article 6

Les clauses de réduction, de suspension ou de suppression prévues par la législation d'une Partie Contractante, en cas de cumul d'une prestation avec d'autres prestations ou avec d'autres revenus, ou du fait de l'exercice d'une activité professionnelle, sont opposables au bénéficiaire, même s'il s'agit de prestations acquises au titre de la législation de l'autre Partie Contractante ou s'il s'agit de revenus obtenus ou d'une activité exercée sur le territoire de l'autre Partie Contractante. Toutefois, pour l'application de cette règle, il n'est pas

tenu compte des prestations de même nature de vieillesse ou de survivants qui sont liquidées conformément aux dispositions du chapitre III du Titre III.

TITRE II

DISPOSITIONS DÉTERMINANT LA LÉGISLATION APPLICABLE

Article 7

Sous réserve des dispositions des articles 8 à 10, les travailleurs occupés sur le territoire d'une Partie Contractante sont exclusivement soumis à la législation de cette Partie, même s'ils résident sur le territoire de l'autre Partie ou si l'entreprise ou l'employeur qui les occupe a son siège ou son domicile sur le territoire de l'autre Partie.

Article 8

Le principe posé à l'article 7, comporte les exceptions suivantes:

a) les travailleurs ayant leur résidence sur le territoire d'une Partie Contractante qui sont détachés sur le territoire de l'autre Partie par l'entreprise qui les occupe normalement sur le territoire de la première Partie pour effectuer pour le compte de cette entreprise un travail déterminé, demeurent soumis à la législation de cette Partie, comme s'ils continuaient à être occupés sur son territoire, pendant les 12 premiers mois de leur occupation sur le territoire de l'autre Partie; si la durée de cette occupation se prolonge au-delà de 12 mois, la législation de la première Partie continue à s'appliquer pour une nouvelle période de 12 mois au plus, à condition que l'autorité compétente de la deuxième Partie ait donné son accord avant la fin de la première période de 12 mois;

b) le personnel ambulante au service d'une entreprise qui effectue, pour le compte d'autrui ou pour son propre compte des transports de passagers ou de marchandises, ferroviaires, routiers, aériens ou de navigation, et qui a son siège sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, est soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle celle-ci a son siège; toutefois, le travailleur occupé par une succursale ou une représentation permanente que ladite entreprise possède sur le territoire de la Partie Contractante autre que celui où elle a son siège est soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle cette succursale ou représentation permanente se trouve;

c) les travailleurs appartenant à un service administratif officiel de l'une des Parties Contractantes qui sont détachés sur le territoire de l'autre Partie demeurent soumis à la législation de la première Partie.

Article 9

1) Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de l'article 3, les dispositions de l'article 7 sont applicables aux travailleurs occupés dans les missions diplomatiques ou postes consulaires des Parties Contractantes et à ceux au service personnel d'agents de ces missions ou postes.

2) Toutefois, les travailleurs visés au paragraphe premier qui sont des ressortissants de la Partie Contractante, représentée par la mission diplomatique ou le poste consulaire en question, peuvent opter pour l'application de la législation de cette Partie. Ce droit d'option ne peut être exercé qu'une seule fois, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention ou la date à laquelle le travailleur est engagé par la mission diplomatique ou le poste consulaire ou au service privé d'agents de cette mission ou de ce poste, selon le cas.

Article 10

Les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent prévoir, d'un commun accord, des exceptions aux dispositions des articles 7 à 9 en faveur des travailleurs intéressés.

Article 11

Si, en vertu des dispositions du présent Titre, un travailleur est soumis à la législation d'une Partie Contractante sur le territoire de laquelle il ne réside pas, cette législation lui est applicable comme s'il résidait sur le territoire de cette Partie.

TITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX DIFFÉRENTES
CATÉGORIES DE PRESTATIONS

Chapitre I

Maladie et Maternité

Article 12

En vue de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations, lorsqu'un travailleur a été soumis successivement ou alternativement à la législation des deux Parties Contractantes, les périodes d'assurance ou de travail accomplies sous la législation de chacune des Parties Contractantes sont totalisées.

Article 13

1) Le travailleur ayant accompli des périodes d'assurance au titre de la législation de l'une des Parties Contractantes et qui se rend sur le territoire de l'autre Partie Contractante a droit, pour lui-même et les membres de sa famille qui se trouvent sur ledit territoire, aux prestations prévues par la législation de la seconde Partie Contractante, aux conditions suivantes:

a) avoir été apte au travail à sa dernière entrée sur le territoire de cette Partie Contractante;

b) avoir été assujéti à l'assurance obligatoire après la dernière entrée sur ledit territoire;

c) satisfaire aux conditions requises par la législation de la seconde Partie Contractante, compte tenu de la totalisation des périodes visée à l'article précédent.

2) Si le travailleur visé au paragraphe précédent ne remplit pas les conditions y prévues et lorsque ce travailleur aurait encore droit à prestations en vertu de la législation de la Partie Contractante à laquelle il a été soumis antérieurement s'il se trouvait sur le territoire de cette Partie, il conserve le droit à prestations. L'institution compétente de cette Partie peut demander à l'institution du lieu de résidence de servir les prestations en nature suivant les modalités de la législation appliquée par cette dernière institution.

Article 14

1) Un travailleur qui satisfait aux conditions requises par la législation de l'une des Parties Contractantes pour avoir droit aux prestations, bénéficie des prestations, lors d'un séjour temporaire sur le territoire de l'autre Partie Contractante, lorsque son état vient à nécessiter immédiatement des soins médicaux, y compris l'hospitalisation.

2) Un travailleur qui, après avoir été admis au bénéfice des prestations à charge d'une institution de l'une des Parties Contractantes, est autorisé par cette institution à transférer sa résidence sur le territoire de l'autre Partie Contractante, conserve ce bénéfice. L'autorisation ne peut être refusée que s'il est établi que le déplacement est de nature à compromettre son état de santé ou l'application du traitement médical.

3) Lorsqu'un travailleur a droit aux prestations conformément aux dispositions des paragraphes précédents, les prestations en nature sont servies à la charge de l'institution compétente par l'institution du lieu de séjour ou de résidence selon les dispositions de la législation appliquée par ladite institution, en particulier en ce qui concerne l'étendue

et les modalités du service des prestations en nature; toutefois, la durée du service de ces prestations est celle prévue par la législation du pays compétent.

4) Dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, l'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature d'une grande importance est subordonné – sauf en cas d'urgence absolue – à la condition que l'institution compétente en donne l'autorisation.

5) Les prestations en espèces sont, dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, servies par l'institution compétente selon les dispositions de la législation qu'elle applique. Ces prestations peuvent être servies par l'intermédiaire de l'institution du lieu de séjour ou de résidence pour le compte de l'institution compétente selon les modalités à fixer dans un arrangement administratif à prendre par les autorités compétentes.

6) Les dispositions des paragraphes précédents sont applicables par analogie aux membres de famille lors de leur séjour temporaire sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou lorsqu'ils transfèrent leur résidence sur le territoire de l'autre Partie Contractante après la réalisation du risque de maladie ou de maternité.

7) Les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent prévoir, d'un commun accord, l'application de dispositions autres que celles prévues au paragraphe 3 du présent article, en ce qui concerne l'étendue et les modalités du service des prestations en nature.

Article 15

1) Les membres de la famille d'un travailleur qui est affilié à une institution de l'une des Parties Contractantes, bénéficient des prestations en nature, lorsqu'ils résident sur le territoire de l'autre Partie Contractante, comme si le travailleur était affilié à l'institution du lieu de leur résidence. L'étendue, la durée et les modalités du service desdites prestations sont déterminées suivant les dispositions de la législation appliquée par cette institution.

2) Lorsque les membres de la famille transfèrent leur résidence sur le territoire du pays compétent, ils bénéficient des prestations selon les dispositions de la législation dudit pays même s'ils ont déjà bénéficié de prestations pour le même cas de maladie ou de maternité, avant le transfert de leur résidence; si la législation applicable par l'institution compétente prévoit une durée maximum pour l'octroi des prestations, la période du service des prestations effectué immédiatement avant le transfert de résidence est prise en compte.

3) Lorsque les membres de la famille visés au paragraphe premier du présent article exercent dans le pays de résidence une activité professionnelle ou bénéficient des prestations en espèces de sécurité sociale leur ouvrant droit aux prestations en nature, les dispositions du présent article ne leur sont pas applicables.

Article 16

Pour le bénéficiaire, en application des articles 14 et 15 des prestations en nature à la charge des institutions néerlandaises, est considérée comme travailleur, une personne qui a droit aux prestations en qualité d'assuré obligatoire, affilié à une caisse de maladie néerlandaise.

Article 17

1) Le terme „titulaire de pension”, au sens du présent article désigne la personne qui bénéficie d'une prestation périodique en vertu des législations concernant les prestations de vieillesse, de survivants et d'incapacité de travail de longue durée.

2) Lorsque le titulaire de pensions dues en vertu des législations des deux Parties Contractantes a droit aux prestations en nature au titre de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside, ces prestations sont servies à ce titulaire et aux membres de sa famille par l'institution du lieu de résidence et à la charge de cette institution comme s'il était titulaire d'une pension due en vertu de la seule législation de cette dernière Partie.

3) Lorsque le titulaire d'une pension due au titre de la législation d'une Partie Contractante réside sur le territoire de l'autre Partie Contractante, les prestations en nature auxquelles il a droit en vertu de la législation de la première Partie ou aurait droit, s'il résidait sur le territoire de celle-ci, sont servies à lui-même et aux membres de sa famille par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique.

4) Le titulaire d'une pension due au titre de la législation d'une Partie Contractante qui a droit aux prestations en nature au titre de la législation de cette Partie, bénéficie de ces prestations, ainsi que les membres de sa famille, au cours d'un séjour temporaire sur le territoire de la Partie Contractante autre que celui où ils résident, lorsque leur état vient à nécessiter immédiatement les prestations. Ces prestations sont servies par l'institution du lieu de séjour, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, mais la charge en incombe à l'institution compétente ou à celle du lieu de résidence du titulaire, selon le cas. Les dispositions de l'article 14, paragraphes 4 et 7 de la présente Convention sont applicables par analogie.

5) Est considérée comme ayant droit aux prestations en nature au titre de la législation néerlandaise la personne qui a droit aux prestations en qualité d'assuré obligatoire, affilié à une caisse de maladie néerlandaise.

6) Si la législation d'une Partie Contractante prévoit des retenues de cotisations à la charge du titulaire de pension, pour la couverture des prestations en nature, l'institution débitrice de la pension est autorisée à opérer ces retenues lorsque la charge des prestations en nature incombe à une institution de ladite Partie en vertu du présent article.

Article 18

1) Les prestations en nature servies en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13, des paragraphes 1, 2 et 6 de l'article 14, du paragraphe 1 de l'article 15 et des paragraphes 3 et 4 de l'article 17 de la présente Convention font l'objet d'un remboursement de la part des institutions compétentes à celles qui les ont servies.

2) Le remboursement est déterminé et effectué suivant les modalités à fixer par un arrangement administratif, soit sur justification des dépenses effectives, soit sur la base des forfaits.

Chapitre II

Invalidité

Article 19

En vue de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations, lorsqu'un assuré a été soumis successivement ou alternativement à la législation des deux Parties Contractantes, les périodes d'assurance accomplies en qualité de travailleur en vertu de la législation de chacune des Parties Contractantes sont totalisées, pour autant qu'elles ne se superposent pas.

Article 20

Les prestations en espèces sont liquidées, conformément aux dispositions de la législation qui était applicable à l'intéressé au moment où est survenue l'incapacité de travail suivie d'invalidité et sont supportées par l'institution compétente aux termes de cette législation.

Article 21

Si, compte tenu de la totalisation des périodes d'assurance visée à l'article 19, l'intéressé ne satisfait pas aux conditions requises pour avoir droit aux prestations en espèces de la législation qui lui était

applicable au moment où est survenue l'incapacité de travail suivie d'invalidité et lorsqu'il a encore droit aux prestations en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire duquel il était assuré immédiatement avant, il bénéficie de ces prestations dans le pays où il s'est rendu. Ces prestations sont à la charge de l'institution de la Partie visée ci-dessus conformément aux dispositions de la législation de celle-ci.

Article 22

1) Si, après suspension de prestations, leur service doit être repris, il est assuré par l'institution qui était débitrice des prestations au moment de leur suspension.

2) Si, après suspension des prestations, l'état de l'assuré vient à justifier l'octroi de nouvelles prestations, celles-ci sont accordées conformément aux dispositions des articles 19 à 21.

Article 23

Un travailleur, admis au bénéfice des prestations en espèces à la charge d'une institution de l'une des Parties Contractantes qui réside sur le territoire de ladite Partie, conserve ce bénéfice, lorsqu'il transfère sa résidence sur le territoire de l'autre Partie. Toutefois, avant le transfert le travailleur doit obtenir l'autorisation de l'institution compétente. L'autorisation ne peut être refusée que si le déplacement de l'intéressé est de nature à compromettre son état de santé ou l'application d'un traitement médical.

Chapitre III

Viellèsse et survie

Section I: Dispositions communes

Article 24

1) Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation de la première Partie.

2) Si la législation d'une Partie Contractante, qui n'exige aucune durée d'assurance pour l'ouverture et la détermination du droit aux prestations, en subordonne l'octroi à la condition que le travailleur ait été assuré selon cette législation au moment de la réalisation de

l'éventualité, cette condition est réputée remplie si le travailleur était soumis à ce moment à la législation de l'autre Partie.

Article 25

1) L'institution de chaque Partie Contractante détermine selon les dispositions de la législation qu'elle applique, si l'intéressé satisfait aux conditions requises pour avoir droit aux prestations, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 24.

2) Au cas où l'intéressé satisfait à ces conditions, ladite institution calcule le montant théorique de la prestation à laquelle il pourrait prétendre si toutes les périodes d'assurance prises en compte, conformément aux dispositions de l'article 24, pour la détermination du droit, avaient été accomplies uniquement sous la législation qu'elle applique.

3) Toutefois, s'il s'agit de prestations dont le montant est indépendant de la durée des périodes accomplies, ce montant est considéré comme le montant théorique visé au paragraphe précédent.

4) Ladite institution fixe ensuite le montant effectif de la prestation qu'elle doit à l'intéressé, sur la base du montant théorique calculé conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, au prorata de la durée des périodes d'assurance accomplies avant la réalisation de l'éventualité sous la législation qu'elle applique, par rapport à la durée totale des périodes d'assurance accomplies avant la réalisation de l'éventualité sous la législation des deux Parties Contractantes.

5) Si le montant théorique est déterminé conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article, l'institution en cause fixe le montant effectif de la prestation, qu'elle doit à l'intéressé, au prorata de la durée des périodes d'assurance accomplies avant la réalisation de l'éventualité sous la législation qu'elle applique, par rapport à la durée de la période écoulée entre la date à laquelle l'intéressé ou le défunt a atteint l'âge de vingt ans, ou bien, s'il était assuré dans la qualité de travailleur à la législation de l'une des Parties Contractantes avant l'âge de vingt ans, entre le début de l'assurance et la date de la réalisation de l'éventualité.

6) Pour l'application des règles de calcul, visées aux paragraphes précédents les modalités de prise en compte des périodes qui se superposent sont fixées par un arrangement administratif.

Article 26

1) Nonobstant les dispositions de l'article 25, si la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous la législation d'une Partie

Contractante n'atteint pas une année et si, compte tenu de ces seules périodes, aucun droit à prestations n'est acquis en vertu de cette législation, l'institution de cette Partie n'est pas tenue d'accorder des prestations au titre desdites périodes.

2) Les périodes visées au paragraphe précédent sont prises en compte par l'institution de l'autre Partie Contractante pour l'application des dispositions de l'article 25, à l'exception de celles de son paragraphe 4.

Article 27

Si l'intéressé ne réunit pas, à un moment donné, les conditions requises par les législations de l'une et de l'autre des Parties Contractantes, compte tenu des dispositions de l'article 24 de la présente Convention, mais satisfait seulement aux conditions de l'une d'entre elles, son droit à prestations est établi au regard de la législation dont les conditions sont satisfaites. La prestation sera recalculée, conformément aux dispositions de l'article 25 de la présente Convention, lorsque les conditions requises par la législation de l'autre Partie viennent à être remplies, compte tenu des dispositions dudit article 24.

Article 28

Si le montant des prestations auxquelles l'intéressé pourrait prétendre, au titre de la législation d'une Partie Contractante, sans application des dispositions des articles 24 et 25, est supérieur au montant total des prestations dues conformément à ces dispositions, l'institution compétente de cette Partie est tenue de lui servir un complément égal à la différence entre ces deux montants. La charge de ce complément est assumée intégralement par ladite institution.

Article 29

1) Si, en raison de l'augmentation du coût de la vie ou d'une variation du niveau des salaires, les prestations sont modifiées d'un pourcentage ou d'un montant déterminé, ce pourcentage ou montant doit être appliqué directement aux prestations établies conformément aux dispositions des articles 25 et 28 sans qu'il y ait lieu de procéder à un nouveau calcul selon lesdits articles.

2) Par contre, en cas de révision de la prestation soit de l'une ou de l'autre Partie Contractante, pour tenir compte d'une modification des circonstances personnelles de l'intéressé, un nouveau calcul est effectué conformément aux dispositions des articles 25 et 28.

Article 30

La pension de veuve est éventuellement répartie entre les bénéficiaires dans les conditions prévues par le statut personnel de l'assuré.

Les modalités d'application du présent article seront fixées par un arrangement administratif.

Section II: Dispositions particulières concernant l'application de la législation néerlandaise

Article 31

Nonobstant les dispositions de l'article 25, les institutions néerlandaises procèdent au calcul direct des pensions de vieillesse en fonction des seules périodes d'assurance accomplies sous la législation néerlandaise.

Article 32

1) Pour le calcul de la pension de vieillesse en vertu de la législation néerlandaise due à un homme marié, sont également prises en considération les périodes antérieures à la date où son épouse atteint l'âge de 65 ans accomplis et pendant lesquelles elle a résidé durant leur mariage sur le territoire de Tunisie pour autant que ces périodes coïncident avec les périodes d'assurance accomplies par celui-ci sous cette législation.

2) Pour le calcul de la pension de vieillesse en vertu de la législation néerlandaise due à la veuve d'une personne qui a accompli des périodes d'assurance selon cette législation, sont également prises en considération les périodes antérieures à la date où elle a atteint l'âge de 65 ans accomplis et pendant lesquelles elle a résidé, durant le mariage avec cette personne, sur le territoire de Tunisie, pour autant que ces périodes coïncident avec les périodes d'assurance visées ci-dessus.

3) Il n'y a pas lieu de tenir compte des périodes à prendre en considération en vertu des paragraphes précédents, lorsqu'elles coïncident avec les périodes d'assurance-vieillesse accomplies par l'épouse ou la veuve sous la législation d'une autre Etat que les Pays-Bas lui ouvrant droit à une pension de vieillesse ou de survie, ou avec des périodes pendant lesquelles elle a bénéficié d'une pension de vieillesse en vertu d'une telle législation.

Article 33

1) Pour l'application de l'article 25, paragraphe 5, sont également considérées comme périodes d'assurance accomplies sous la législation néerlandaise visée à l'article 2, paragraphe premier, alinéa A, littera d), les périodes antérieures au 1er octobre 1959 durant lesquelles le défunt a résidé aux Pays-Bas après l'âge de vingt ans accomplis ou pendant lesquelles il a exercé une activité salariée aux Pays-Bas pour un employeur établi dans ce pays.

2) Il n'y a pas lieu de tenir compte des périodes à prendre en considération en vertu du paragraphe précédent lorsqu'elles coïncident avec les périodes d'assurance-vieillesse et survie, accomplies sous la législation d'un autre Etat que les Pays-Bas, ouvrant droit à une pension de survie.

Chapitre IV

Prestations familiales

Article 34

Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition du droit aux prestations familiales à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution qui applique cette législation, tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Partie comme s'il s'agissait des périodes accomplies sous la législation de la première Partie.

Article 35

1) Un travailleur assuré selon la législation tunisienne et ayant des enfants qui résident ou sont élevés sur le territoire des Pays-Bas, a droit pour lesdits enfants, compte tenu, le cas échéant, de la totalisation des périodes visée à l'article 34, aux prestations familiales selon les dispositions de la législation tunisienne.

2) Un travailleur assuré selon la législation néerlandaise et ayant des enfants qui résident ou sont élevés sur le territoire de la Tunisie, a droit pour lesdits enfants aux prestations familiales selon les dispositions de la législation néerlandaise, même si le travailleur réside sur le territoire de la Tunisie.

3) Si la législation d'une Partie Contractante prévoit des prestations familiales pour les bénéficiaires d'une pension ou d'une prestation, ont droit également à de telles prestations les bénéficiaires d'une pension ou d'une prestation qui résident sur le territoire de l'autre Partie.

Article 36

Les modalités de paiement des prestations familiales dues en vertu du présent chapitre, ainsi que les règles du cumul de ces prestations, dues en vertu des législations des deux Parties Contractantes, seront fixées dans un arrangement administratif.

Chapitre V

Chômage

Article 37

En vue de l'acquisition du droit aux prestations de chômage prévues par la législation néerlandaise, les périodes de travail salarié en Tunisie et les périodes de travail salarié aux Pays-Bas sont totalisées.

Article 38

Le travailleur, ressortissant d'une des Parties Contractantes, qui s'est rendu sur le territoire de l'autre Partie a droit pendant son séjour sur ledit territoire, aux prestations de chômage, prévues par la législation de la seconde Partie Contractante, aux conditions suivantes:

a) être admis au travail conformément aux dispositions de la législation concernant le placement des travailleurs étrangers;

b) satisfaire aux conditions requises pour bénéficier de ces prestations au regard de la législation de la seconde Partie Contractante, compte tenu de la totalisation des périodes visée à l'article 37.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 39

1) Les autorités compétentes

a) prennent tous arrangements administratifs nécessaires à l'application de la présente Convention;

b) se communiquent toutes informations concernant les mesures prises pour son application;

c) se communiquent toutes informations concernant les modifications de leur législation susceptibles d'affecter son application.

2) Les autorités compétentes régleront d'un commun accord, le cas échéant, la situation des catégories particulières de travailleurs.

Article 40

Pour l'application de la présente Convention, les autorités et les institutions chargées de l'exécution de la présente Convention se prêtent leurs bons offices et agiront comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation. L'entraide administrative de ces autorités et institutions est en principe gratuite. Toutefois, les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent convenir du remboursement de certains frais.

Article 41

1) Le bénéfice des exemptions ou réductions de taxes, de timbres, de droits de greffe ou d'enregistrement, prévues par la législation d'une Partie Contractante pour les pièces ou documents à produire en application de la législation de cette Partie, est étendu aux pièces et documents analogues à produire en application de la législation de l'autre Partie Contractante ou de la présente Convention.

2) Tous actes, documents et pièces quelconques de nature officielle à produire aux fins d'application de la présente Convention sont dispensés de légalisation ou de toute autre formalité similaire.

Article 42

1) Pour l'application de la présente Convention, les institutions des Parties Contractantes peuvent communiquer directement entre elles dans la langue française.

2) Les autorités, institutions ou juridictions d'une Partie Contractante ne peuvent rejeter les requêtes ou autres documents qui leur sont adressés du fait qu'ils sont rédigés dans la langue officielle de l'autre Partie Contractante.

Article 43

Les demandes, déclarations ou recours qui auraient dû être introduits selon la législation d'une Partie Contractante, dans un délai déterminé, auprès d'une autorité, une institution ou juridiction de cette Partie, sont recevables s'ils sont introduits dans le même délai auprès d'une autorité, une institution ou juridiction de l'autre Partie Contractante. Dans ce cas, l'autorité, l'institution ou la juridiction ainsi saisie transmet, sans délai, ces demandes, déclarations ou recours à l'autorité, à l'institution ou à la juridiction compétente de la première Partie.

Article 44

Les transferts de sommes qui résultent de l'application de la présente Convention sont effectués conformément aux accords en vigueur en cette matière entre les deux Parties Contractantes au moment du transfert.

Article 45

1) Si, lors de la liquidation ou de la révision de prestations de vieillesse ou de survie (pensions), en application du chapitre III du Titre III, l'institution d'une Partie Contractante a versé à un bénéficiaire de prestations une somme qui excède celle à laquelle il a droit, cette institution peut demander à l'institution de l'autre Partie Contractante,

débitrice de prestations correspondantes en faveur de ce bénéficiaire, de retenir le montant payé en trop sur les rappels d'arrérages qu'elle verse audit bénéficiaire. Cette dernière institution opère la retenue et transfère le montant ainsi retenu à l'institution créancière. Si la récupération ne peut être effectuée sur les rappels d'arrérages, les dispositions du paragraphe suivant sont applicables.

2) Lorsque l'institution d'une Partie Contractante a versé à un bénéficiaire de prestations une somme qui excède celle à laquelle il a droit, cette institution peut, dans les conditions et limites prévues par la législation qu'elle applique, demander à l'institution de l'autre Partie Contractante, débitrice de prestations en faveur de ce bénéficiaire, de retenir le montant payé en trop sur les sommes qu'elle verse audit bénéficiaire. Cette dernière institution opère la retenue dans les conditions et limites où une telle compensation est autorisée par la législation qu'elle applique, comme s'il s'agissait de sommes servies en trop par elle-même, et transfère le montant ainsi retenu à l'institution créancière.

3) Lorsque l'institution d'une Partie Contractante a versé une avance sur prestations pour une période au cours de laquelle le bénéficiaire avait droit à recevoir des prestations correspondantes au titre de la législation de l'autre Partie Contractante, cette institution peut demander à l'institution de l'autre Partie de retenir le montant de ladite avance sur les sommes qu'elle doit audit bénéficiaire pour la même période. Cette dernière institution opère la retenue dans les conditions et limites prévues par la législation qu'elle applique et transfère le montant ainsi retenu à l'institution créancière.

4) Lorsqu'une personne a bénéficié de l'assistance sociale sur le territoire d'une Partie Contractante, pendant une période au cours de laquelle elle avait droit à recevoir des prestations au titre de la législation de l'autre Partie Contractante, l'organisme qui a fourni l'assistance sociale peut, s'il dispose légalement d'un recours sur les prestations dues aux bénéficiaires de l'assistance sociale, demander à l'institution de l'autre Partie Contractante, débitrice de prestations en faveur de cette personne, de retenir le montant des frais d'assistance sociale octroyé au cours de ladite période sur les sommes qu'elle verse à ladite personne. Cette dernière institution opère la retenue dans les conditions et limites prévues par la législation qu'elle applique et transfère le montant ainsi retenu à l'organisme créancier.

Article 46

1) Tout différend venant à s'élever entre les Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention fera l'objet de négociations directes entre les autorités compétentes des Parties Contractantes.

2) Si le différend n'a pu être réglé dans un délai de six mois à partir de la première demande tendant à l'ouverture des négociations prescrites par le paragraphe 1 du présent article, il sera soumis à une commission arbitrale dont la composition et la procédure seront déterminées par un accord entre les Parties Contractantes. La commission arbitrale devra résoudre le différend selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente Convention. Ses décisions seront obligatoires et définitives.

TITRE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 47

1) La présente Convention n'ouvre aucun droit au paiement de prestations pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.

2) Toute période d'assurance accomplie sous la législation d'une Partie Contractante avant l'entrée en vigueur de la présente Convention est prise en considération pour la détermination des droits ouverts conformément aux dispositions de cette Convention.

3) Sous réserve des dispositions du paragraphe premier du présent article, un droit est ouvert, en vertu de la présente Convention, même s'il se rapporte à un événement antérieur à l'entrée en vigueur de la présente Convention.

4) Toute prestation qui n'a pas été liquidée ou qui a été suspendue à cause de la nationalité de l'intéressé ou en raison de sa résidence à l'étranger, sera, à la demande de l'intéressé, liquidée ou rétablie à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

5) Les droits des intéressés ayant obtenu, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention, la liquidation d'une pension, seront révisés à leur demande, compte tenu des dispositions de cette Convention. Ces droits peuvent également être révisés d'office. En aucun cas, une telle révision ne devra avoir pour effet de réduire les droits antérieurs des intéressés.

6) Si la demande visée aux paragraphes 4 ou 5 du présent article est présentée dans un délai de deux ans à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les droits ouverts conformément aux dispositions de cette Convention sont acquis à partir de cette date, sans que les dispositions de la législation de la Partie Contractante, relatives à la déchéance ou à la prescription des droits, soient opposables aux intéressés.

7) Si la demande visée aux paragraphes 4 ou 5 du présent article est présentée après l'expiration d'un délai de deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les droits qui ne sont pas frappés de déchéance ou qui ne sont pas prescrits ne sont acquis que compte tenu de la date de la demande, sous réserve des dispositions plus favorables de la législation de la Partie Contractante en cause.

Article 48

Les Gouvernements des Parties Contractantes notifieront l'un à l'autre l'accomplissement dans leurs pays respectifs des procédures constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Elle entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suivra la date de la dernière de ces notifications.

Article 49

La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des Parties Contractantes. La dénonciation devra être notifiée au plus tard six mois avant la fin de l'année civile en cours; la Convention cessera alors d'être en vigueur à la fin de cette année.

Article 50

1) En cas de dénonciation de la présente Convention, tout droit acquis en vertu de ses dispositions est maintenu.

2) Les droits en cours d'acquisition, relatifs aux périodes accomplies antérieurement à la date à laquelle la dénonciation prend effet, ne s'éteignent pas du fait de la dénonciation; leur maintien ultérieur est déterminé d'un commun accord ou, à défaut d'un tel accord, par la législation qu'applique l'institution en cause.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Tunis, le 22 septembre 1978 en double exemplaire en langue française.

*Pour le Gouvernement du
Royaume des Pays-Bas*

(s.) C. Th. R. BAARDA

*Pour le Gouvernement de la
République Tunisienne*

(s.) A. GANA

C. VERTALING

**Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek
Tunesië inzake sociale zekerheid**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden

en

De Regering van de Republiek Tunesië,

Geleid door de wens de betrekkingen tussen beide Staten op het gebied van de sociale zekerheid te regelen,

Zijn het volgende overeengekomen:

TITEL I

ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1

Voor de toepassing van dit Verdrag wordt verstaan onder:

- a) „grondgebied”:
wat Nederland betreft: het grondgebied van het Koninkrijk in Europa;
wat Tunesië betreft: het grondgebied van de Republiek Tunesië;
- b) „onderdaan”:
wat Nederland betreft: een persoon van Nederlandse nationaliteit;
wat Tunesië betreft: een persoon van Tunesische nationaliteit;
- c) „werknemer”: een loontrekkende of de met hem gelijkgestelde volgens de wetgeving van de betrokken Verdragsluitende Partij;
- d) „wetgeving” of „wettelijke regeling”: de wetten, regelingen en statutaire bepalingen en alle andere uitvoeringsmaatregelen die betrekking hebben op de in artikel 2, eerste lid bedoelde takken en stelsels van sociale zekerheid;
- e) „bevoegde autoriteit”: de Minister of Ministers of de hiermede vergelijkbare autoriteit onder wie de regelingen inzake sociale zekerheid ressorteren;
- f) „bevoegd orgaan”: het orgaan waarbij de verzekerde is aangesloten op het tijdstip waarop hij om prestaties verzoekt of dat hem prestaties is verschuldigd of zou zijn, indien hij woonde op het grondgebied van de Verdragsluitende Partij waar dit orgaan is gevestigd;
- g) „bevoegd land”: de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan het bevoegd orgaan is gevestigd;
- h) „woonplaats”: de normale verblijfplaats;

- i) „verblijfplaats”: de tijdelijke verblijfplaats;
- j) „orgaan van de woonplaats”: het orgaan dat, ter plaatse waar de belanghebbende woont, bevoegd is de desbetreffende prestaties te verlenen volgens de wetgeving van de Verdragsluitende Partij die door dit orgaan wordt toegepast of, indien een zodanig orgaan niet bestaat, het door de bevoegde autoriteit van de betrokken Verdragsluitende Partij aangewezen orgaan;
- k) „orgaan van de verblijfplaats”: het orgaan dat, ter plaatse waar de belanghebbende verblijft, bevoegd is de desbetreffende prestaties te verlenen volgens de wetgeving van de Verdragsluitende Partij die door dit orgaan wordt toegepast, of, indien een zodanig orgaan niet bestaat, het door de bevoegde autoriteit van de betrokken Verdragsluitende Partij aangewezen orgaan;
- l) „gezinsleden”: de personen die als zodanig worden aangemerkt of erkend in de wetgeving van de Verdragsluitende Partij op wier grondgebied zij wonen; indien deze wetgeving evenwel slechts de personen die bij de verzekerde inwonen als gezinsleden beschouwt, wordt aan deze voorwaarde geacht te zijn voldaan wanneer deze personen in hoofdzaak op kosten van de verzekerde worden onderhouden;
- m) „nagelaten betrekkingen”: de personen die als zodanig worden aangemerkt of erkend in de wetgeving krachtens welke de prestaties worden toegekend; indien deze wetgeving evenwel slechts een persoon die bij de overleden werknemer inwoonde als nagelaten betrekking beschouwt, wordt aan deze voorwaarde geacht te zijn voldaan wanneer de betrokken persoon in hoofdzaak op kosten van de overleden werknemer werd onderhouden;
- n) „tijdvakken van verzekering”: de tijdvakken van premiebetaling, van arbeid of van wonen die als tijdvakken van verzekering worden omschreven of aangemerkt ingevolge de wetgeving waaronder zij zijn vervuld of geacht worden te zijn vervuld, alsmede alle met deze tijdvakken gelijkgestelde tijdvakken, voor zover zij als zodanig door deze wetgeving zijn erkend;
- o) „prestaties”, „uitkeringen”, „verstrekkingen”, „pensioenen” of „renten”: alle prestaties, uitkeringen, verstrekkingen, pensioenen of renten, met inbegrip van alle bedragen ten laste van de openbare middelen, verhogingen in verband met aanpassing aan het loon- of prijsniveau of aanvullende uitkeringen, alsmede uitkeringen ineens in plaats van een pensioen.

Artikel 2

1. Dit Verdrag is van toepassing:

A. In Nederland op de wettelijke regelingen betreffende:

a) prestaties bij ziekte en moederschap;

- b) prestaties bij arbeidsongeschiktheid;
- c) uitkeringen bij ouderdom;
- d) uitkeringen aan nagelaten betrekkingen;
- e) werkloosheidsuitkeringen;
- f) gezinsuitkeringen.

B. In Tunesië op de wettelijke regelingen betreffende:

- a) de organisatie van het stelsel van sociale zekerheid;
- b) arbeidsongevallen en beroepsziekten;
- c) het stelsel van invaliditeits- en ouderdomspensioenen en pensioenen aan nagelaten betrekkingen;
- d) de instelling van het stelsel van sociale zekerheid in de landbouw.

2. Dit Verdrag is eveneens van toepassing op alle wetten of regelingen, waarbij de wettelijke regelingen genoemd in het eerste lid van dit artikel, worden of zullen worden gewijzigd of aangevuld.

Het is evenwel slechts van toepassing:

a) op wetten of regelingen die betrekking hebben op een nieuwe tak van sociale verzekering, indien daartoe een nadere overeenkomst tussen de Verdragsluitende Partijen wordt gesloten;

b) op wetten of regelingen die de werking van de bestaande regelingen uitbreiden tot nieuwe groepen van rechthebbenden, indien de Regering van de betrokken Verdragsluitende Partij daartegen niet binnen drie maanden na de officiële bekendmaking van bedoelde teksten bezwaar maakt bij de Regering van de andere Verdragsluitende Partij.

3. Dit Verdrag is niet van toepassing op de sociale bijstand en evenmin op de bijzondere regelingen voor personen in overheidsdienst of met hen gelijkgestelden.

Artikel 3

1. De bepalingen van dit Verdrag zijn van toepassing op de Nederlandse en Tunesische werknemers op wie de wetgeving van een der Verdragsluitende Partijen van toepassing is of geweest is, alsmede op hun gezinsleden en hun nagelaten betrekkingen, voor zover zij hun rechten ontleen aan de verzekering van de werknemer.

2. De bepalingen van dit Verdrag zijn niet van toepassing op diplomatieke en consulaire beroepsambtenaren, met inbegrip van kanselarijbeambten.

Artikel 4

1. Behoudens de bepalingen van dit Verdrag hebben de onder-

danen van een Verdragsluitende Partij waarop dit Verdrag van toepassing is, de rechten en verplichtingen voortvloeiende uit de wetgeving van de andere Partij onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van deze Partij.

2. Het in het eerste lid neergelegde beginsel van gelijkheid van behandeling is evenwel niet van toepassing op de betaling van verlaagde premie voor de vrijwillige verzekeringen inzake ouderdom, invaliditeit en nagelaten betrekkingen.

Artikel 5

Tenzij in dit Verdrag anders wordt bepaald, worden de uitkeringen bij invaliditeit, ouderdom of de uitkeringen aan nagelaten betrekkingen, de renten bij arbeidsongevallen of beroepsziekten, de gezinsuitkeringen en de uitkering bij overlijden, verkregen op grond van een wettelijke regeling van een Verdragsluitende Partij, zelfs dan aan de betrokken personen uitbetaald, indien zij hun woonplaats op het grondgebied van de andere Partij vestigen.

Artikel 6

De bepalingen inzake vermindering, schorsing of intrekking waarin de wetgeving van een Verdragsluitende Partij voorziet in geval van samenloop van een uitkering met andere uitkeringen of met andere inkomsten, of wegens het verrichten van beroepswerkzaamheden, zijn op de rechthebbende van toepassing, zelfs indien het gaat om uitkeringen welke op grond van de wetgeving van de andere Verdragsluitende Partij zijn verkregen of om inkomsten, welke zijn verworven of werkzaamheden welke zijn verricht op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij. Voor de toepassing van deze regel wordt evenwel geen rekening gehouden met gelijksoortige uitkeringen bij ouderdom of uitkeringen aan nagelaten betrekkingen, die overeenkomstig hoofdstuk III van Titel III worden vastgesteld.

TITEL II

BEPALINGEN TER VASTSTELLING VAN DE TOE TE PASSEN WETGEVING

Artikel 7

Onverminderd het bepaalde in de artikelen 8 tot en met 10 is op werknemers die werkzaam zijn op het grondgebied van een Verdragsluitende Partij, uitsluitend de wetgeving van deze Partij van toepassing, zelfs indien zij op het grondgebied van de andere Partij wonen of indien de zetel van de onderneming of het domicilie van de werkgever waarbij zij werkzaam zijn, zich op het grondgebied van de andere Partij bevindt.

Artikel 8

Op het beginsel neergelegd in artikel 7 gelden de volgende uitzonderingen:

a) op de werknemers die hun woonplaats hebben op het grondgebied van een Verdragsluitende Partij en door de onderneming, die hen in gewone omstandigheden op het grondgebied van deze Partij tewerkstelt, worden gedetacheerd op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij teneinde voor rekening van deze onderneming bepaalde arbeid te verrichten, blijft de wetgeving van eerstbedoelde Partij gedurende de eerste twaalf maanden van hun tewerkstelling op het grondgebied van de andere Partij van toepassing, alsof zij werkzaam bleven op het grondgebied van eerstbedoelde Partij; indien deze tewerkstelling langer dan twaalf maanden duurt, blijft de wetgeving van eerstbedoelde Partij gedurende een nieuw tijdvak van ten hoogste twaalf maanden van toepassing, mits de bevoegde autoriteit van de andere Partij vóór het einde van het eerste tijdvak van twaalf maanden daaraan goedkeuring heeft gehecht;

b) op het rijdend, varend of vliegend personeel in dienst van een onderneming die voor rekening van anderen of voor eigen rekening personen of goederen vervoert per spoor, over de weg, door de lucht of te water en die haar zetel heeft op het grondgebied van een der Verdragsluitende Partijen, is de wetgeving van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan deze onderneming haar zetel heeft, van toepassing; op de werknemer die tewerkgesteld is door een filiaal of vaste vertegenwoordiging, welke die onderneming heeft op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij dan die op het grondgebied waarvan zij haar zetel heeft, is de wetgeving van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan dit filiaal of deze vaste vertegenwoordiging zich bevindt, van toepassing;

c) op de werknemers behorend tot een officiële administratieve dienst van een der Verdragsluitende Partijen, die op het grondgebied van de andere Partij worden gedetacheerd, blijft de wetgeving van eerstbedoelde Partij van toepassing.

Artikel 9

1. Onverminderd het bepaalde in het tweede lid van artikel 3 is artikel 7 van toepassing op werknemers die bij diplomatieke zendingen of consulaire posten der Verdragsluitende Partijen werkzaam zijn en op diegenen die in persoonlijke dienst van ambtenaren van deze zendingen of posten zijn.

2. De in het eerste lid bedoelde werknemers die onderdaan zijn van de Verdragsluitende Partij welke door de desbetreffende diplomatieke zending of consulaire post wordt vertegenwoordigd, mogen evenwel kiezen voor toepassing van de wetgeving van deze Partij.

Dit keuzerecht mag slechts eenmaal worden uitgeoefend en wel binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit Verdrag of het tijdstip waarop de werknemer door de diplomatieke zending of consulaire post, onderscheidenlijk in persoonlijke dienst van ambtenaren van deze zending of post wordt aangesteld.

Artikel 10

De bevoegde autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen kunnen in onderlinge overeenstemming, ten behoeve van de belanghebbende werknemers, uitzonderingen op de artikelen 7 tot en met 9 vaststellen.

Artikel 11

Indien krachtens de bepalingen van deze Titel op een werknemer de wetgeving van toepassing is van een Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan hij niet woont, is deze wetgeving op hem van toepassing alsof hij op het grondgebied van deze Partij woonde.

TITEL III

BIJZONDERE BEPALINGEN INZAKE DE VERSCHILLENDE SOORTEN PRESTATIES

Hoofdstuk I

Ziekte en moederschap

Artikel 12

Wanneer een werknemer achtereenvolgens of afwisselend aan de wettelijke regelingen van beide Verdragsluitende Partijen onderworpen is geweest, worden met het oog op het verkrijgen, het behoud of het herstel van het recht op prestaties de tijdvakken van verzekering of arbeid die krachtens de wettelijke regelingen van elk der Verdragsluitende Partijen zijn vervuld, samengeteld.

Artikel 13

1. De werknemer die tijdvakken van verzekering heeft vervuld krachtens de wettelijke regeling van een der Verdragsluitende Partijen en zich naar het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij begeeft, heeft voor zichzelf en voor zijn gezinsleden die zich op dat grondgebied bevinden, recht op de prestaties ingevolge de wettelijke regelingen van deze Partij, mits hij:

a) arbeidsgeschiedt was bij zijn laatste aankomst op het grondgebied van deze Verdragsluitende Partij;

b) na zijn laatste aankomst op bedoeld grondgebied onderworpen was aan de verplichte verzekering;

c) voldoet aan de door de wettelijke regeling van laatstbedoelde Verdragsluitende Partij gestelde voorwaarden, met inachtneming van de samentelling van tijdvakken zoals bedoeld in het voorgaande artikel.

2. Indien de in het voorgaande lid bedoelde werknemer niet aan de daarin gestelde voorwaarden voldoet en wanneer hij nog recht zou hebben op prestaties ingevolge de wettelijke regeling van de Verdragsluitende Partij waaraan hij tevoren was onderworpen, indien hij zich op dit grondgebied bevond, behoudt hij recht op prestaties.

Het bevoegde orgaan van deze Partij kan het orgaan van de woonplaats verzoeken de verstrekkingen te verlenen overeenkomstig de door dit laatste orgaan toegepaste wettelijke regeling.

Artikel 14

1. Een werknemer die aan de door de wettelijke regeling van een Verdragsluitende Partij gestelde voorwaarden voor het recht op prestaties voldoet, heeft recht op prestaties gedurende een tijdelijk verblijf op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij, wanneer zijn gezondheidstoestand onmiddellijke geneeskundige hulp, met inbegrip van opname in een ziekenhuis, noodzakelijk maakt.

2. Een werknemer die, nadat hij voor rekening van een orgaan van een der Verdragsluitende Partijen recht op prestaties heeft verkregen, van dit orgaan toestemming heeft ontvangen om zijn woonplaats over te brengen naar het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij, behoudt dit recht. De toestemming kan alleen worden geweigerd indien is vastgesteld dat verplaatsing nadelig is voor zijn gezondheidstoestand of voor het ondergaan van een geneeskundige behandeling.

3. Wanneer een werknemer, overeenkomstig het bepaalde in de voorgaande leden, recht heeft op prestaties, worden de verstrekkingen voor rekening van het bevoegde orgaan verleend door het orgaan van de woon- of verblijfplaats volgens de bepalingen van de door dit orgaan toegepaste wettelijke regeling, in het bijzonder wat betreft de omvang en de wijze van verlening van de verstrekkingen; de periode gedurende welke deze verstrekkingen worden verleend is echter gelijk aan die voorzien in de wettelijke regeling van het bevoegde land.

4. In de in het eerste en tweede lid van dit artikel bedoelde gevallen worden prothesen, kunstmiddelen van grotere omvang en andere belangrijke verstrekkingen, behalve in onmiskenbare spoedgevallen, slechts verschaft als het bevoegde orgaan daartoe machtiging verleent.

5. In de in het eerste en tweede lid van dit artikel bedoelde gevallen worden de uitkeringen door het bevoegde orgaan volgens de bepalingen van de door dit orgaan toegepaste wettelijke regeling verleend. Deze uitkeringen mogen door bemiddeling van het orgaan van de woon- of verblijfplaats voor rekening van het bevoegde orgaan worden verleend overeenkomstig de door de bevoegde autoriteiten in een administratief akkoord vast te stellen regelen.

6. Het bepaalde in de voorgaande leden is van overeenkomstige toepassing op gezinsleden wanneer zij tijdelijk op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij verblijven of wanneer zij, nadat zij ziek of zwanger zijn geworden, hun woonplaats naar het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij overbrengen.

7. De bevoegde autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen kunnen in onderlinge overeenstemming vaststellen dat ter zake van de omvang en de wijze van verlening van de verstrekkingen andere bepalingen worden toegepast dan die welke in het derde lid van dit artikel zijn vermeld.

Artikel 15

1. De gezinsleden van een werknemer die is aangesloten bij een orgaan van een der Verdragsluitende Partijen, hebben, wanneer zij op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij wonen, recht op verstrekkingen, alsof de werknemer aangesloten was bij het orgaan van hun woonplaats.

De omvang, de duur en de wijze van verlening van deze verstrekkingen worden vastgesteld volgens de bepalingen van de door dit orgaan toegepaste wettelijke regeling.

2. Wanneer de gezinsleden hun woonplaats overbrengen naar het grondgebied van het bevoegde land, hebben zij recht op verstrekkingen volgens het bepaalde in de wettelijke regeling van dat land, zelfs indien zij voor hetzelfde geval van ziekte of moederschap vóór de overbrenging van hun woonplaats reeds verstrekkingen hebben genoten; indien de door het bevoegde orgaan toegepaste wettelijke regeling voorziet in een maximumduur voor het verlenen van verstrekkingen, wordt met het tijdvak waarover onmiddellijk vóór de overbrenging van de woonplaats verstrekkingen zijn verleend, rekening gehouden.

3. Wanneer de in het eerste lid van dit artikel bedoelde gezinsleden in het land van hun woonplaats beroepsarbeid verrichten of uitkeringen van sociale zekerheid genieten, op grond waarvan zij aanspraak op verstrekkingen kunnen maken, is het bepaalde in dit artikel niet op hen van toepassing.

Artikel 16

Voor de toepassing van de artikelen 14 en 15 wordt ten aanzien van het recht op verstrekkingen voor rekening van de Nederlandse organen verstaan onder werknemer: een persoon die recht heeft op verstrekkingen als verplicht verzekerde en is aangesloten bij een Nederlands ziekenfonds.

Artikel 17

1. Onder „pensioengerechtigde” in de zin van dit artikel wordt verstaan degene, die in het genot is van een periodieke uitkering krachtens de wettelijke regelingen inzake ouderdomsuitkeringen, uitkeringen aan nagelaten betrekkingen en uitkeringen bij langdurige arbeidsongeschiktheid.

2. Wanneer de pensioengerechtigde, aan wie pensioenen zijn verschuldigd krachtens de wettelijke regelingen van beide Verdragsluitende Partijen, recht heeft op verstrekkingen ingevolge de wettelijke regeling van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan hij woont, worden aan deze pensioengerechtigde en zijn gezinsleden door het orgaan van de woonplaats en voor rekening van dit orgaan verstrekkingen verleend alsof hij uitsluitend in het genot was van een pensioen, verschuldigd krachtens de wettelijke regeling van deze laatste Partij.

3. Wanneer de pensioengerechtigde aan wie pensioen is verschuldigd krachtens de wettelijke regeling van een Verdragsluitende Partij, op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij woont, worden de verstrekkingen waarop hij krachtens de wettelijke regeling van eerstbedoelde Partij recht heeft of zou hebben indien hij op het grondgebied van deze Partij woonde, aan hemzelf en aan zijn gezinsleden verleend door het orgaan van de woonplaats volgens de bepalingen van de door dit orgaan toegepaste wettelijke regeling.

4. De pensioengerechtigde aan wie een pensioen is verschuldigd krachtens de wettelijke regeling van een Verdragsluitende Partij en die recht heeft op verstrekkingen krachtens de wettelijke regeling van deze Partij, heeft, evenals zijn gezinsleden, recht op verstrekkingen gedurende een tijdelijk verblijf op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij dan die waar zij wonen, wanneer hun gezondheidstoestand het nodig maakt dat onmiddellijk verstrekkingen worden verleend. Deze verstrekkingen worden verleend door het orgaan van de verblijfplaats, volgens de bepalingen van de door dit orgaan toegepaste wettelijke regeling, doch komen naar gelang van het geval voor rekening van het bevoegde orgaan of van het orgaan van de woonplaats van de pensioengerechtigde. Artikel 14, vierde en zevende lid, van dit Verdrag is van overeenkomstige toepassing.

5. Als rechthebbende op verstrekkingen krachtens de Nederlandse wettelijke regeling wordt beschouwd degene die recht heeft op verstrekkingen als verplicht verzekerde en is aangesloten bij een Nederlands ziekenfonds.

6. Indien de wettelijke regeling van een Verdragsluitende Partij bepaalt dat voor rekening van een pensioengerechtigde premies worden ingehouden ter dekking van de kosten van verstrekkingen, is het orgaan dat het pensioen is verschuldigd gemachtigd tot die inhoudingen over te gaan wanneer de verstrekkingen krachtens dit artikel voor rekening van een orgaan van bedoelde Partij komen.

Artikel 18

1. De krachtens artikel 13, tweede lid, artikel 14, eerste, tweede en zesde lid, artikel 15, eerste lid, en artikel 17, derde en vierde lid, van dit Verdrag verleende verstrekkingen worden door de bevoegde organen vergoed aan de organen die deze hebben verleend.

2. De vergoeding wordt vastgesteld en vindt plaats volgens de in een administratief akkoord vast te stellen regelen, hetzij door het aantonen van de werkelijke kosten, hetzij op grond van vaste bedragen.

Hoofdstuk II

Invaliditeit

Artikel 19

Wanneer een verzekerde achtereenvolgens of afwisselend aan de wettelijke regelingen van de beide Verdragsluitende Partijen onderworpen is geweest, worden, met het oog op het verkrijgen, het behoud of het herstel van het recht op prestaties, de tijdvakken van verzekering, als werknemer vervuld krachtens de wettelijke regeling van elk van de Verdragsluitende Partijen, samengeteld, voor zover deze niet samenvallen.

Artikel 20

De uitkeringen worden vastgesteld overeenkomstig de wettelijke regeling die op het tijdstip waarop de arbeidsongeschiktheid met daaropvolgende invaliditeit is ingetreden, op de belanghebbende van toepassing was en komen voor rekening van het volgens deze wettelijke regeling bevoegde orgaan.

Artikel 21

Indien, rekening houdend met de in artikel 19 bedoelde samen-

telling van tijdvakken van verzekering, de belanghebbende niet voldoet aan de voorwaarden voor het recht op uitkering ingevolge de wettelijke regeling die ten tijde van het intreden van de arbeidsongeschiktheid met daaropvolgende invaliditeit op hem van toepassing was, terwijl hij nog recht heeft op uitkeringen krachtens de wettelijke regeling van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan hij onmiddellijk daaraan voorafgaande was verzekerd, geniet hij deze uitkeringen in het land waarheen hij zich heeft begeven. Deze uitkeringen komen voor rekening van het orgaan van bovenbedoelde Partij, overeenkomstig de wettelijke regeling van deze Partij.

Artikel 22

1. Indien de betaling van uitkeringen na schorsing moet worden hervat, geschiedt dit door het orgaan dat de uitkeringen verschuldigd was op het tijdstip waarop zij werden geschorst.

2. Indien na intrekking van de uitkeringen de toestand van de verzekerde hernieuwde toekenning van uitkeringen rechtvaardigt, worden deze overeenkomstig de artikelen 19 tot en met 21 toegekend.

Artikel 23

Een werknemer die recht op uitkeringen heeft verkregen voor rekening van een orgaan van een der Verdragsluitende Partijen en op het grondgebied van deze Partij woont, behoudt dit recht wanneer hij zijn woonplaats naar het grondgebied van de andere Partij overbrengt. Vóór de overbrenging moet de werknemer echter toestemming van het bevoegde orgaan verkregen hebben. Deze toestemming kan alleen worden geweigerd indien verplaatsing van belanghebbende nadelig is voor zijn gezondheidstoestand of voor het ondergaan van een geneeskundige behandeling.

Hoofdstuk III

Ouderdom en nagelaten betrekkingen

Afdeling I: Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 24

1. Indien de wettelijke regeling van een Verdragsluitende Partij het verkrijgen, het behoud of het herstel van het recht op uitkeringen afhankelijk stelt van de vervulling van tijdvakken van verzekering, houdt het orgaan dat deze wettelijke regeling toepast daartoe, met het oog op de samentelling van tijdvakken, rekening met de krachtens de wettelijke regeling van de andere Verdragsluitende Partij vervulde tijdvakken van verzekering, alsof het tijdvakken van verze-

kering betrof welke krachtens de wettelijke regeling van eerstbedoelde Partij waren vervuld.

2. Indien in de wettelijke regeling van een Verdragsluitende Partij, welke voor het verkrijgen en het vaststellen van het recht op uitkeringen generlei eisen stelt omtrent de duur van de verzekering, de toekenning van uitkeringen afhankelijk wordt gesteld van de voorwaarde dat de werknemer op het tijdstip waarop de verzekerde gebeurtenis zich heeft voorgedaan, ingevolge deze wettelijke regeling verzekerd was, wordt aan deze voorwaarde geacht te zijn voldaan indien de werknemer op dat tijdstip aan de wettelijke regeling van de andere Partij onderworpen was.

Artikel 25

1. Het orgaan van elke Verdragsluitende Partij stelt overeenkomstig de door dit orgaan toegepaste wettelijke regeling vast of de belanghebbende aan de gestelde voorwaarden voor het recht op uitkeringen voldoet, eventueel met inachtneming van artikel 24.

2. Indien de belanghebbende aan deze voorwaarden voldoet, berekent bedoeld orgaan het theoretische bedrag van de uitkering waarop hij aanspraak zou kunnen maken, indien alle tijdvakken van verzekering waarmede overeenkomstig artikel 24 voor de vaststelling van het recht op uitkering rekening is gehouden, uitsluitend krachtens de door dit orgaan toegepaste wettelijke regeling zouden zijn vervuld.

3. Indien het evenwel uitkeringen betreft waarvan het bedrag onafhankelijk is van de duur van de vervulde tijdvakken, wordt dit bedrag als het in het voorgaande lid bedoelde theoretische bedrag beschouwd.

4. Op basis van het overeenkomstig het tweede lid van dit artikel berekende theoretische bedrag stelt bedoeld orgaan vervolgens het werkelijke bedrag van de uitkering die het aan de belanghebbende verschuldigd is, vast naar verhouding van de duur van de tijdvakken van verzekering die vóór het intreden van de verzekerde gebeurtenis krachtens de door dit orgaan toegepaste wettelijke regeling zijn vervuld, tot de totale duur van de tijdvakken van verzekering die vóór het intreden van de verzekerde gebeurtenis krachtens de wettelijke regelingen van beide Verdragsluitende Partijen zijn vervuld.

5. Indien het theoretische bedrag wordt vastgesteld overeenkomstig het derde lid van dit artikel, stelt het betrokken orgaan het werkelijke bedrag van de uitkering die het aan de belanghebbende is verschuldigd, vast naar verhouding van de duur van de tijdvakken van verzekering die vóór het intreden van de verzekerde gebeurtenis krachtens de door dit orgaan toegepaste wettelijke regeling zijn ver-

vuld, tot de duur van het tijdvak dat is verlopen tussen de datum waarop de belanghebbende of de overledene de leeftijd van twintig jaar had bereikt, ofwel, indien hij volgens de wettelijke regeling van een van de Verdragsluitende Partijen reeds vóór zijn twintigjarige leeftijd als werknemer verzekerd was, tussen de datum van aanvang van de verzekering en de datum waarop de verzekerde gebeurtenis is ingetreden.

6. De wijze waarop voor het toepassen van de in de vorige leden aangegeven methode van berekening tijdvakken worden medege-rekend, welke geheel of gedeeltelijk samenvallen, wordt in een admi-nistratief akkoord geregeld.

Artikel 26

1. Indien de totale duur van de krachtens de wettelijke regeling van een Verdragsluitende Partij vervulde tijdvakken van verzekering minder dan een jaar bedraagt en indien, uitsluitend rekening houdend met deze tijdvakken, krachtens die wettelijke regeling geen enkel recht op uitkeringen bestaat, is het orgaan van die Partij, ongeacht het bepaalde in artikel 25, niet verplicht op grond van bedoelde tijdvakken uitkeringen toe te kennen.

2. Voor de toepassing van artikel 25, met uitzondering van het bepaalde in het vierde lid, houdt de andere Verdragsluitende Partij rekening met de in het voorgaande lid bedoelde tijdvakken.

Artikel 27

Indien de belanghebbende, met inachtneming van artikel 24 van dit Verdrag, op een bepaald tijdstip niet ten volle voldoet aan de voorwaarden die door de wettelijke regelingen van beide Verdrag-sluitende Partijen worden gesteld, doch alleen voldoet aan de voor-waarden van een van deze wettelijke regelingen, wordt zijn recht op uitkeringen vastgesteld ten aanzien van de wettelijke regeling aan de voorwaarden waarvan is voldaan. De uitkering wordt opnieuw berekend overeenkomstig artikel 25 van dit Verdrag, wanneer ook aan de voorwaarden die door de wettelijke regeling van de andere Partij worden vastgesteld, met inachtneming van artikel 24, wordt voldaan.

Artikel 28

Indien het bedrag van de uitkeringen waarop de belanghebbende zonder toepassing van de artikelen 24 en 25 krachtens de wettelijke regeling van een Verdragsluitende Partij aanspraak zou kunnen maken, hoger is dan het totale bedrag van de overeenkomstig deze artikelen verschuldigde uitkeringen, is het bevoegde orgaan van deze Partij verplicht hem een aanvulling te verlenen die gelijk is aan het

verschil tussen deze beide bedragen. Deze aanvulling komt geheel voor rekening van dit orgaan.

Artikel 29

1. Indien, door stijging van de kosten van levensonderhoud of een schommeling van het loonpeil, de uitkeringen met een bepaald percentage of bedrag worden gewijzigd, moet dit percentage of bedrag rechtstreeks in de overeenkomstig de artikelen 25 en 28 vastgestelde uitkeringen worden verwerkt, zonder dat er een herberekening volgens de genoemde artikelen behoeft plaats te vinden.

2. Daarentegen vindt bij herziening van de uitkering hetzij van de ene hetzij van de andere Verdragsluitende Partij ten einde rekening te houden met een wijziging van de persoonlijke omstandigheden van de belanghebbende, een herberekening plaats overeenkomstig de artikelen 25 en 28.

Artikel 30

Het weduwenpensioen wordt eventueel tussen de rechthebbenden verdeeld naar de omstandigheden bepaald door de persoonlijke rechtstoestand van de verzekerde. De wijze van toepassing van dit artikel wordt in een administratief akkoord geregeld.

Afdeling II: Bijzondere bepalingen met betrekking tot de toepassing van de Nederlandse wettelijke regelingen

Artikel 31

Ongeacht het bepaalde in artikel 25, berekenen de Nederlandse organen de ouderdomspensioenen rechtstreeks en uitsluitend op basis van de krachtens de Nederlandse wettelijke regeling vervulde tijdvakken van verzekering.

Artikel 32

1. Bij de berekening van het krachtens de Nederlandse wettelijke regeling aan een gehuwde man verschuldigde ouderdomspensioen, worden eveneens in aanmerking genomen de tijdvakken gelegen vóór de datum waarop zijn echtgenote de 65-jarige leeftijd heeft bereikt en gedurende welke zij tijdens hun huwelijk op Tunesisch grondgebied heeft gewoond, voor zover deze tijdvakken samenvallen met de door hem krachtens deze wettelijke regeling vervulde tijdvakken van verzekering.

2. Bij de berekening van het krachtens de Nederlandse wettelijke regeling verschuldigde ouderdomspensioen aan de weduwe van een persoon die ingevolge deze wettelijke regeling tijdvakken van verzekering heeft vervuld, worden eveneens in aanmerking genomen de tijdvakken gelegen vóór de datum waarop zij de 65-jarige leeftijd heeft bereikt en gedurende welke zij, tijdens haar huwelijk met die persoon, op Tunesisch grondgebied heeft gewoond, voor zover deze tijdvakken samenvallen met de hierboven bedoelde tijdvakken van verzekering.

3. Er behoeft geen rekening te worden gehouden met tijdvakken die krachtens de voorgaande leden in aanmerking dienen te worden genomen, wanneer deze samenvallen met door de echtgenote of de weduwe krachtens de wettelijke regeling van een andere Staat dan Nederland vervulde tijdvakken van ouderdomsverzekering op grond waarvan zij recht heeft op een ouderdomspensioen of een pensioen aan nagelaten betrekkingen, of met tijdvakken gedurende welke zij een ouderdomspensioen krachtens een zodanige wettelijke regeling heeft genoten.

Artikel 33

1. Voor de toepassing van artikel 25, vijfde lid, worden eveneens beschouwd als tijdvakken van verzekering, vervuld krachtens de Nederlandse wetgeving zoals bedoeld in artikel 2, eerste lid, sub A, letter d), de tijdvakken gelegen vóór 1 oktober 1959 gedurende welke de overledene in het bereiken van de 20-jarige leeftijd in Nederland had gewoond of gedurende welke hij in Nederland arbeid had verricht in dienst van een in Nederland gevestigde werkgever.

2. Er behoeft geen rekening te worden gehouden met tijdvakken die krachtens het voorgaande lid in aanmerking dienen te worden genomen, wanneer deze samenvallen met krachtens de wettelijke regeling van een andere Staat dan Nederland vervulde tijdvakken van ouderdoms- en overlevingsverzekering, op grond waarvan recht op een pensioen aan nagelaten betrekkingen bestaat.

Hoofdstuk IV

Gezinsuitkeringen

Artikel 34

Indien de wettelijke regeling van een Verdragsluitende Partij het verkrijgen van het recht op gezinsuitkeringen afhankelijk stelt van de vervulling van tijdvakken van verzekering, houdt het orgaan dat deze wettelijke regeling toepast daartoe, voor zover nodig, rekening met de tijdvakken van verzekering die krachtens de wettelijke regeling

van de andere Partij zijn vervuld, alsof het tijdvakken betref welke krachtens de wettelijke regeling van eerstbedoelde Partij waren vervuld.

Artikel 35

1. Een ingevolge de Tunesische wettelijke regeling verzekerde werknemer die kinderen heeft die op Nederlands grondgebied wonen of aldaar worden opgevoed, heeft, eventueel rekening houdend met de in artikel 34 bedoelde samentelling van tijdvakken, voor deze kinderen recht op gezinsuitkeringen volgens de bepalingen van de Tunesische wettelijke regeling.

2. Een ingevolge de Nederlandse wettelijke regeling verzekerde werknemer, die kinderen heeft die op Nederlands grondgebied wonen of aldaar worden opgevoed, heeft voor deze kinderen recht op gezinsuitkeringen volgens de bepalingen van de Nederlandse wettelijke regeling, zelfs indien de werknemer op Tunesisch grondgebied woont.

3. Indien volgens de wettelijke regeling van een Verdragsluitende Partij gezinsuitkeringen worden toegekend aan hen die een pensioen of een uitkering genieten, hebben zij die een pensioen of een uitkering genieten terwijl zij op het grondgebied van de andere Partij wonen, eveneens recht op gezinsuitkeringen.



De wijze van betaling van de gezinsuitkeringen die krachtens dit hoofdstuk verschuldigd zijn, alsmede de voorschriften inzake samenloop van deze uitkeringen die krachtens de wettelijke regelingen van de beide Verdragsluitende Partijen verschuldigd zijn, worden in een administratief akkoord geregeld.

Hoofdstuk V

Werkloosheid

Artikel 37

Met het oog op het verkrijgen van het recht op werkloosheidsuitkeringen ingevolge de Nederlandse wettelijke regeling, worden de tijdvakken van dienstbetrekking in Tunesië en de tijdvakken van dienstbetrekking in Nederland samengeteld.

Artikel 38

Een werknemer, die onderdaan van een van de Verdragsluitende Partijen is en zich naar het grondgebied van de andere Partij heeft begeven, heeft gedurende zijn verblijf op dit grondgebied recht op werkloosheidsuitkeringen ingevolge de wettelijke regeling van laatstbedoelde Verdragsluitende Partij, onder de volgende voorwaarden:

a) hij dient tewerkgesteld te zijn overeenkomstig de wettelijke regelingen inzake de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;

b) hij dient te voldoen aan de voorwaarden die door de wettelijke regeling van de laatstbedoelde Verdragsluitende Partij zijn gesteld om in aanmerking te komen voor uitkeringen, rekening houdende met de in artikel 37 bedoelde samentelling van tijdvakken.

TITEL IV

DIVERSE BEPALINGEN

Artikel 39

1. De bevoegde autoriteiten

a) treffen alle administratieve regelingen die voor de uitvoering van dit Verdrag nodig zijn;

b) verstrekken elkaar alle inlichtingen omtrent de ter uitvoering van dit Verdrag genomen maatregelen;

c) verstrekken elkaar alle inlichtingen omtrent de wijzigingen in hun wetgeving, die van invloed kunnen zijn op de uitvoering van dit Verdrag.

2. De bevoegde autoriteiten regelen, in voorkomende gevallen, in onderling overleg de situatie van bijzondere categorieën werknemers.

Artikel 40

Bij de toepassing van dit Verdrag zijn de autoriteiten en de met de uitvoering van dit Verdrag belaste organen elkaar behulpzaam en handelen als betref het de toepassing van hun eigen wetgeving. De wederzijdse administratieve hulp van deze autoriteiten en organen is in beginsel kosteloos. De bevoegde autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen kunnen evenwel overeenkomen bepaalde kosten te vergoeden.

Artikel 41

1. De vrijstelling of verlaging van rechten, zegelrechten, griffie- of registratierechten, waarin bij de wetgeving van een Verdragsluitende Partij is voorzien voor bescheiden of documenten die ter uitvoering van de wetgeving van deze Partij dienen te worden overgelegd, geldt eveneens voor overeenkomstige bescheiden en documenten die ter uitvoering van de wetgeving van de andere Verdragsluitende Partij of van dit Verdrag dienen te worden overgelegd.

2. Alle akten, documenten en overige bescheiden van officiële aard die voor de toepassing van dit Verdrag dienen te worden over-

gelegd, zijn vrijgesteld van legalisatie en van alle andere soortgelijke formaliteiten.

Artikel 42

1. Voor de toepassing van dit Verdrag kunnen de organen van de Verdragsluitende Partijen zich in de Franse taal rechtstreeks met elkaar in verbinding stellen.

2. De autoriteiten, organen of rechterlijke instanties van een Verdragsluitende Partij mogen verzoekschriften of andere documenten die hun worden toegezonden, niet afwijzen op grond van het feit dat zij in de officiële taal van de andere Verdragsluitende Partij zijn gesteld.

Artikel 43

Aanvragen, verklaringen of beroepschriften die volgens de wetgeving van een Verdragsluitende Partij binnen een bepaalde termijn moeten worden ingediend bij een autoriteit, een orgaan of een rechterlijke instantie van die Partij, zijn ontvankelijk indien zij binnen dezelfde termijn bij een autoriteit, orgaan of rechterlijke instantie van de andere Verdragsluitende Partij worden ingediend. In dat geval zal de autoriteit, het orgaan of de rechterlijke instantie waarop aldus een beroep wordt gedaan, deze aanvragen, verklaringen of beroepschriften onverwijld doen toekomen aan de bevoegde autoriteit, het bevoegde orgaan of de bevoegde rechterlijke instantie van eerstbedoelde Partij.

Artikel 44

Het uit de toepassing van dit Verdrag voortvloeiende overmaken van bedragen geschiedt volgens de overeenkomsten die op het tijdstip van overmaking ter zake tussen de beide Verdragsluitende Partijen van kracht zijn.

Artikel 45

1. Indien, bij de vaststelling of de herziening van ouderdomsuitkeringen of de uitkeringen aan nagelaten betrekkingen (pensioenen) krachtens Titel III, hoofdstuk III, het orgaan van een Verdragsluitende Partij aan een rechthebbende op uitkeringen een hoger bedrag heeft uitbetaald dan waarop hij recht heeft, kan dit orgaan aan het orgaan van de andere Verdragsluitende Partij dat overeenkomstige uitkeringen aan deze rechthebbende verschuldigd is, verzoeken het teveel betaalde bedrag in te houden op de aan bedoelde rechthebbende verschuldigde achterstallige termijnen. Laatstbedoeld orgaan houdt het bedrag in en maakt het aldus ingehouden bedrag over aan het orgaan dat de vordering heeft. Indien de terugvordering niet met de achter-

stellige termijnen kan worden verrekend, is het volgende lid van toepassing.

2. Wanneer het orgaan van een Verdragsluitende Partij aan een rechthebbende op uitkeringen een hoger bedrag heeft uitbetaald dan waarop hij recht heeft, kan dit orgaan op de wijze en binnen de grenzen, als bepaald in de door dit orgaan toegepaste wetgeving, aan het orgaan van de andere Verdragsluitende Partij dat uitkeringen aan deze rechthebbende verschuldigd is, verzoeken het teveel betaalde bedrag in te houden op de bedragen die het aan bedoelde rechthebbende betaalt. Laatstbedoeld orgaan houdt het bedrag in op de wijze en binnen de grenzen als voor een dergelijke verrekening is toegestaan bij de door dit orgaan toegepaste wetgeving, alsof het door dit orgaan zelf teveel betaalde bedragen betrof en maakt het aldus ingehouden bedrag over aan het orgaan dat de vordering heeft.

3. Wanneer het orgaan van een Verdragsluitende Partij voorschotten op uitkeringen heeft verleend voor een tijdvak waarover de rechthebbende recht had op overeenkomstige uitkeringen krachtens de wetgeving van de andere Verdragsluitende Partij, kan dit orgaan aan het orgaan van de andere Partij verzoeken het bedrag van deze voorschotten in te houden op de bedragen die het voor hetzelfde tijdvak aan bedoelde rechthebbende verschuldigd is. Laatstbedoeld orgaan houdt het bedrag in op de wijze en binnen de grenzen waarin de door dit orgaan toegepaste wetgeving voorziet en maakt het aldus ingehouden bedrag over aan het orgaan dat de vordering heeft.

4. Wanneer een persoon op het grondgebied van een Verdragsluitende Partij sociale bijstand heeft genoten gedurende een tijdvak waarin deze persoon krachtens de wetgeving van de andere Verdragsluitende Partij recht op uitkeringen had, kan de instelling die de sociale bijstand heeft verleend, indien deze een wettelijk verhaalsrecht heeft op uitkeringen die verschuldigd zijn aan personen die sociale bijstand genieten, aan het orgaan van de andere Verdragsluitende Partij dat uitkeringen aan de betrokken persoon verschuldigd is, verzoeken het bedrag van de over genoemd tijdvak verleende sociale bijstand in te houden op de bedragen die het aan bedoelde persoon betaalt. Laatstbedoeld orgaan houdt het bedrag in op de wijze en binnen de grenzen waarin de door dit orgaan toegepaste wetgeving voorziet en maakt het aldus ingehouden bedrag over aan de instelling welke de vordering heeft.

Artikel 46

1. Over ieder geschil dat tussen de Verdragsluitende Partijen met betrekking tot de uitlegging of de toepassing van dit Verdrag mocht ontstaan, wordt rechtstreeks tussen de bevoegde autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen onderhandeld.

2. Indien het geschil niet is beslecht binnen zes maanden nadat het eerste verzoek is gedaan om de in het eerste lid van dit artikel voorgeschreven onderhandelingen te beginnen, wordt het voorgelegd aan een scheidsrechterlijke commissie, waarvan de samenstelling en de procedure in een overeenkomst tussen de Verdragsluitende Partijen worden vastgelegd. De scheidsrechterlijke commissie moet het geschil volgens de grondbeginselen en in de geest van dit Verdrag beslechten. Haar beslissingen zijn bindend en niet vatbaar voor beroep.

TITEL V

OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

Artikel 47

1. Aan dit Verdrag kan geen enkel recht op betaling van uitkeringen worden ontleend voor een tijdvak dat aan zijn inwerkingtreding voorafgaat.

2. Voor de vaststelling van de aan dit Verdrag te ontlene rechten wordt rekening gehouden met elk tijdvak van verzekering, dat vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag krachtens de wetgeving van een Verdragsluitende Partij is vervuld.

3. Onverminderd het bepaalde in het eerste lid van dit artikel ontstaat krachtens dit Verdrag een recht, zelfs wanneer dit recht in verband staat met een gebeurtenis welke vóór zijn inwerkingtreding heeft plaatsgevonden.

4. Elke uitkering die in verband met de nationaliteit van de belanghebbende dan wel met diens woonplaats in het buitenland niet is vastgesteld dan wel is geschorst, wordt op verzoek van de belanghebbende vastgesteld of hervat met ingang van de inwerkingtreding van dit Verdrag.

5. De rechten van de belanghebbenden wier pensioen vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag werd vastgesteld, worden op hun verzoek, met inachtneming van dit Verdrag, herzien. Herziening van deze rechten kan eveneens ambtshalve plaatsvinden. In geen enkel geval mogen door een dergelijke herziening de vroegere rechten van de belanghebbenden worden verminderd.

6. Indien het in het vierde of vijfde lid van dit artikel bedoelde verzoek binnen twee jaar na de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag wordt ingediend, worden de aan dit Verdrag te ontlene rechten met ingang van die datum verkregen, zonder dat de bepalingen van de wetgeving van de Verdragsluitende Partij met betrekking tot verval of verjaring van rechten op de belanghebbenden worden toegepast.

7. Indien het in het vierde of het vijfde lid van dit artikel bedoelde verzoek na afloop van een termijn van twee jaar na de inwerkingtreding van dit Verdrag wordt ingediend, wordt voor het verkrijgen van de niet vervallen of verjaarde rechten alleen rekening gehouden met de datum waarop het verzoek is ingediend, tenzij gunstiger bepalingen van de wetgeving van de betrokken Verdragssluitende Partij van toepassing zijn.

Artikel 48

De Regeringen van de Verdragssluitende Partijen stellen elkaar ervan in kennis dat de grondwettelijke procedures vereist voor de inwerkingtreding van dit Verdrag, in hun onderscheiden landen zijn vervuld.

Dit Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgende op de datum van de laatste van deze kennisgevingen.

Artikel 49

Dit Verdrag wordt voor onbepaalde tijd gesloten. Het kan door elk van de Verdragssluitende Partijen worden opgezegd. Opzegging dient te geschieden uiterlijk zes maanden vóór het einde van het lopende kalenderjaar; het Verdrag houdt alsdan op van kracht te zijn aan het einde van dat jaar.

Artikel 50

1. Bij opzegging van dit Verdrag wordt elk recht dat met toepassing van dit Verdrag is verkregen, gehandhaafd.

2. Aanspraken op grond van tijdvakken, vervuld vóór de datum waarop de opzegging van kracht wordt, worden niet door de opzegging teniet gedaan; het behoud ervan wordt in onderlinge overeenstemming vastgesteld of bij gebreke daarvan door de wetgeving die het betrokken orgaan toepast.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe bevoegd, dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN in tweevoud te Tunis, de 22ste september 1978, in de Franse taal.

Voor de Regering van het
Koninkrijk der Nederlanden,
(w.g.) C. Th. R. BAARDA

Voor de Regering van de
Republiek Tunesië,
(w.g.) A. GANA

D. PARLEMENT

Het Verdrag behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal, alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen ingevolge artikel 48, tweede alinea, in werking treden op de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum van de laatste der kennisgevingen van de Verdragsluitende Partijen dat de grondwettelijke procedures vereist voor de inwerkingtreding, zijn vervuld.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal het Verdrag alleen voor Nederland gelden.

Uitgegeven de *tiende* februari 1979.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
C. A. VAN DER KLAUW